

UNE SURVEILLANCE DE MASSE ?

Depuis qu'Orwell a écrit son livre, des technologies qui dans son ouvrage appartenaient à la science fiction sont devenues réalité, bien qu'elles ne soient pas toujours utilisées exactement comme Orwell l'envisageait...

Dans les démocraties, des quantités sans précédent d'informations personnelles et nominatives sont livrées aux bureaucraties centrales suivant des méthodes qu'Orwell aurait difficilement pu imaginer. Le résultat est un énorme potentiel de puissance à la disposition de ces organisations.

Assez rarement ces développements sont le résultat de projets délibérément répressifs. Ils apparaissent lorsque l'Etat ou une organisation privée cherchent à réaliser les missions qui leur sont confiées sur une base plus étendue et plus efficace.

Très souvent l'objectif direct visé par ces innovations était une amélioration du bien-être : un règlement des assurances sociales ou de la délivrance de soins. Dans d'autres cas — le contrôle de la délinquance ou des impôts — les motifs étaient plus coercitifs. Dans les deux cas, on assiste à un renforcement du pouvoir des bureaucraties centrales sur la population. Depuis vingt ans, cette tendance s'est accélérée avec l'avènement de l'informatique. Dans un monde inflationniste, l'informatique est sans doute la seule activité majeure des organisations dont le coût social soit en réduction notable, ainsi s'explique la tendance à la substitution de dispositifs électroniques au travail humain et au mouvement des choses et des gens. Les bureaucraties trouvent maintenant le moyen permettant de remplacer le vieux flux archaïque des données sur du support papier par le mouvement de l'information digitalisée. Une grande partie de l'information traitée par ordinateur concerne directement la population. Et au fur et à mesure qu'une partie croissante des familles américaines accèdent aux ordinateurs domestiques et aux terminaux en utilisant leur télévision comme écran de visualisation, la nature de la communication entre les particuliers et les organisations publiques ou privées change considérablement.

Jusqu'aux plus petites, toutes les organisations ont leur comptabilité sur ordinateur. Les grandes institutions financières effectuent virements et débits vers ou à partir des autres comptes à travers des médias électroniques, l'usage du papier se réduit à confirmer l'opération électronique.

Si ces changements voient le jour — et ils sont déjà expérimentés sur une large échelle — des terminaux informatiques reliés aux banques ou à d'autres institutions financières pourraient être installés dans des endroits où il serait possible d'enregistrer des débits ou des crédits sans passer par la banque du coin. Certains supermarchés ont déjà installé des « caissiers électroniques » qui font des dépôts ou des retraits sur les comptes clients à travers un guichet spécial. Un réseau interconnecté d'ordinateurs pouvant potentiellement relier n'importe quel terminal à n'importe quelle organisation responsable d'une comptabilité.

Mais qui contrôlera les données personnelles créées par des systèmes analogues à ceux-ci ? Après tout, chaque système de paiement électronique va générer l'enregistrement électronique des transactions véhiculées à travers lui. Ces enregistrements indiqueront la date et le montant des transactions, l'établissement où elles ont été réalisées et peut-être aussi le lieu ou le service acheté. Ils peuvent constituer à la longue une sorte de journal de la consommation d'un individu plus sûrement que ne le permet la compilation de tous ses chèques bancaires. Et il est évident que l'accès à de tels types de renseignements sera particulièrement cherché par les agences dotées d'un pouvoir d'investigation. Actuellement aux USA la copie de tous les chèques tirés par un individu doit être conservée pendant cinq ans au moins. C'est le résultat de décrets fédéraux afin de permettre la transparence des finances d'une personne aux investigations des agences publiques. Non seulement le service des contributions directes mais aussi un grand nombre d'organismes fédéraux, des Etats ou locaux seront satisfaits de pouvoir accéder à des données personnelles souvent sans assignation ou avertissement préalable de la personne visée.

Le grand obstacle à ce type de recherches est que jusqu'à aujourd'hui elles demandent un travail énorme. Aller rechercher dans les microfilms les transactions financières d'un individu occupe une personne pendant des jours ou des semaines. Avec l'informatique, ce genre de travail devient beaucoup plus facile. L'enregistrement des transactions financières effectuées par une personne peut être localisé en effectuant la recherche par réseau d'ordinateurs et en examinant simplement la sortie sur

imprimante du contenu d'un compte particulier. En rendant l'accès aux comptes personnels moins onéreux et plus efficaces, les institutions financières facilitent le contrôle de la vie privée par des organismes étatiques.

Comme le traitement des chèques l'expédition des lettres ou des colis utilise beaucoup de travail et d'énergie c'est ce qui explique le développement rapide du courrier électronique où les messages sont transmis électroniquement au bureau de poste le plus proche du domicile et distribués le jour suivant, ne sont qu'une préfiguration de cette tendance.

Avec les terminaux à domicile un véritable réseau électronique permettra de taper une lettre dans son bureau et de la transmettre instantanément à n'importe quelle adresse équipée d'un terminal ou d'un télex.

Mais la perspective de remplacement du courrier traditionnel par un réseau électronique informatisé va poser de graves problèmes politiques. A l'époque coloniale, un climat politique autoritaire avait conduit à un contrôle d'Etat sur le courrier. Même si ce n'est pas net aujourd'hui, il y a une surveillance du courrier, dans laquelle l'origine et la fréquence de la correspondance sont systématiquement relevés. Pendant deux années de la période 60-70, près de 24 000 Américains ont été soumis à une surveillance de ce genre, par ailleurs tout à fait légale.

Mais comme la lecture des chèques microfilmés, l'ouverture et la surveillance du courrier sont des activi-

tés coûteuses en main-d'œuvre. Le courrier électronique va les rendre moins chères et plus facile à dissimuler. En réalité, les nouvelles technologies risquent d'effacer toute différence entre la « surveillance du courrier » et ce que l'on appelle aujourd'hui la communication ouverte car l'accès au « contenu interne » d'une lettre électronique ne sera pas probablement plus compliqué que l'accès à son adresse.

Les journaux modernes ont prospéré devenant d'énormes amas hétérogènes. Quand nous consommons un numéro pesant du *New York Times* ou du *Washington Post* nous fouillons dans ces amas négligeant la plupart des pages pour n'utiliser que quelques pépites d'information. Mais avec l'augmentation des coûts d'impression et de transport, les responsables des publications cherchent à éliminer le superflu et à n'adresser aux lecteurs que l'information qu'ils sont susceptible de lire.

Cette évolution a déjà commencé. Des éditions spéciales sont élaborées pour des groupes particuliers de lecteurs : éditions de banlieue, ou éditions pour les hommes d'affaire, des magazines nationaux. Mais ces changements sont minimes par rapport à ce qui se passerait si le journal était distribué en même temps que d'autres produits « informationnels » à domicile par ordinateur. Les abonnés pourraient indiquer à l'avance quelles nouvelles, quelle publicité et quelles chroniques ils sont disposés à lire et ainsi la matière sélectionnée viendrait se visualiser sur leur écran de télévision. Au fur et à mesure que les demandes informationnelles des consommateurs seront identifiées avec plus d'exactitude le « gaspillage » du journalisme et de la télé-diffusion non ciblée diminuera au profit de ce que certains ont appelé la « télé-diffusion restreinte ».

Mais qui aura la capacité d'orienter l'utilisation de ces nouveaux services. Les profils de consommation d'informations personnalisées sont révélateurs des attitudes politiques et des centres d'intérêt d'un individu. Il est difficile d'imaginer un système d'informations personnalisées à domicile qui ne constituerait pas une mémoire des choix informationnels des utilisateurs, ne serait-ce que comme un à côté de la facturation. Il n'existe aucune barrière technique à la surveillance par l'Etat des choix informationnels de chacun. Et si les autorités publiques voulaient se donner les moyens d'exercer une pression sur les lecteurs de journaux d'une certaine tendance — comme le montre l'histoire récente — résisteraient-elles aux possibilités beaucoup plus attrayantes offertes par les nouveaux médias.

L'augmentation des archives et des dossiers concernant les individus est une des caractéristiques des systèmes de protection sociale avancés, bien avant l'arrivée des technologies électroniques. Aujourd'hui ces dossiers sont de plus en plus informatisés. Mais l'informatisation ne fait qu'intensifier un des faits majeurs de la vie moderne : les relations avec toutes sortes d'institutions dotées de pouvoir donnent matière à enregistrement. L'informatique accentue et rationalise la collecte, le stockage et surtout la transmission et l'utilisation de données nominatives. Une des caractéristiques clé des nouveaux systèmes informatisés est leur aptitude à produire des réponses très rapides aux demandes d'information et à réaliser ce qui autrement demanderait des contrôles croisés laborieux et au minimum délais et coût.

Ainsi il est aujourd'hui possible de contrôler toute personne venant de l'étranger à partir de fichiers informatiques sophistiqués. Environ près des deux tiers de



ous les voyageurs entrant dans le pays subissent un contrôle d'identité à travers un fichier central connu sous l'appellation de TECS. Des améliorations techniques doivent permettre d'augmenter ce taux. La recherche informatisée détermine si le voyageur — américain ou étranger — intéresse l'une des agences gouvernementales. Cela peut aller d'une agence désireuse d'être informée des mouvements d'une personne à la contrainte par corps au bénéfice d'institutions locales, des Etats ou du gouvernement fédéral. Si aucune mesure n'est prise immédiatement, un enregistrement de l'identité du voyageur, de la date, et du lieu de son arrivée est réalisé et inscrit dans la mémoire de l'ordinateur pour une longue période.

La plupart des interpellations réalisées à l'aide du TECS portent sur des personnes fichées au centre national d'information sur la criminalité (registre informatisé des personnes recherchées du FBI). Une comparaison rapide des noms avec cette liste permet d'identifier toutes sortes de personnes qui sinon seraient passées au travers du filet de la contrainte par corps. Il est maintenant prévu d'informatiser le rapport journalier des agents du FBI y compris les noms associés à ceux des personnes qui font l'objet d'une enquête. Le nom de ces personnes pourra ensuite être comparé au fichier informatisé des personnes recherchées ou surveillées par le FBI pour n'importe quel motif.

Il existe de nombreuses autres utilisations pleines d'imagination comme par exemple la lecture croisée des bénéficiaires de l'assurance chômage avec des listings de paye. Le plus souvent ces applications relèvent d'objectifs qu'il est difficile de contester, mais à long terme, peut-on être sûr que ces moyens sophistiqués ne seront pas utilisés pour poursuivre des ennemis politiques ? Il suffit de se rappeler de la période Nixon, avec l'utilisation des fichiers fédéraux pour persécuter les opposants politiques.

On pourrait citer de nombreuses autres utilisations des nouvelles technologies qui bien que conçues comme des solutions à des problèmes bureaucratiques quotidiens ont nettement des potentialités autoritaires. Cela pose un problème épineux auquel il faut répondre. La réponse la plus simple et de loin la moins convaincante est celle qui est fournie par les promoteurs des nouveaux systèmes d'information, qui déclarent que du point de vue de l'utilisation la signification politique ou sociale de leur activité est nulle.

Les innovations dans la tenue des comptes de la sécurité sociale, le fichage par la police, la distribution du courrier, le suivi du crédit à la consommation ne sont que de simples améliorations dans la capacité des organisations à faire ce qu'elles ont toujours fait. Dans la mesure où elles augmentent leur efficacité dans la fourniture des services elles ne font que rendre le monde plus productif et plus humain.

Mais cette argumentation ne tient pas la route. Sur une longue période, ces développements qui s'ajoutent les uns aux autres finissent par amener des changements qualitatifs ; changements qui produisent une nouvelle forme de relations entre le pouvoir central et les citoyens « privés ». La question est de savoir quelle tendance politique sera capable de dominer ces relations. Quels intérêts sociaux ces nouveaux systèmes sont à même de servir ?

Une approche plus triste est de poser que ces technologies qui semblent simplement permettre manipulation et répression, les supposent. Et la conclusion évidente est

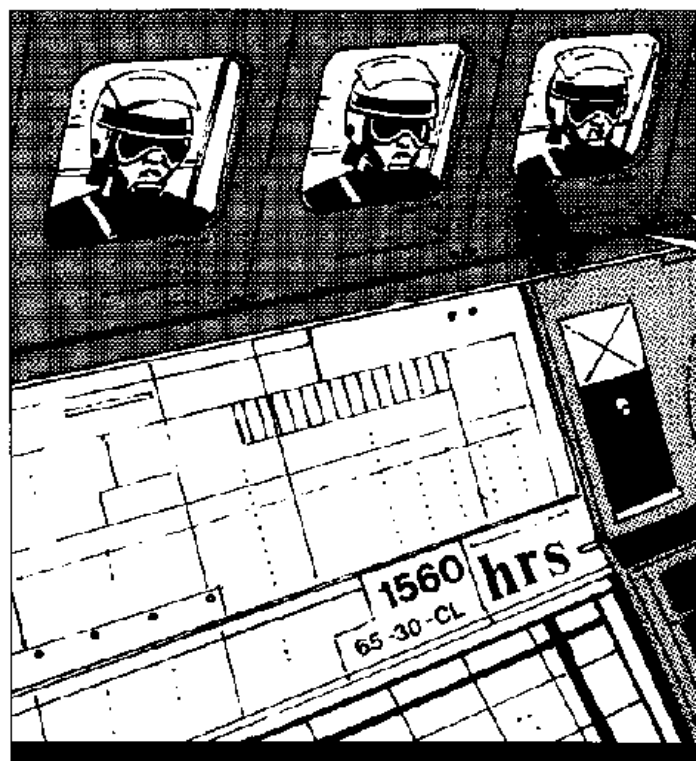
que technologies de contrôle humain, elles ne pourront jamais être de simples instruments neutres dans des mains humaines. Mais cet argumentation assez convaincante dans de nombreux contextes est plutôt faible, appliquée aux technologies de l'information. La même technologie qui peut renforcer le totalitarisme et la surveillance intensive peut être aussi le support de nouvelles formes de démocratie.

Les nouvelles applications de l'informatique peuvent par exemple en combinaison avec une télé en circuit fermé permettre des échanges de points de vue et d'informations dans ce que l'on pourrait appeler des « rencontres urbaines » dans lesquelles les participants ne quitteraient pas leur domicile.

D'autres applications de l'ordinateur personnel pourraient permettre de s'informer à un coût minimal sur l'activité du gouvernement ou des autres institutions. Les possibilités des nouvelles technologies sont sans fin. Pour savoir parmi ces possibilités celles qui aboutiront, il ne faut pas prendre en compte la seule technologie.

Ainsi, on a une analyse fondée sur un pessimisme *a priori* et une autre sur un optimisme aveugle. Le problème avec ces positions antithétiques est que toutes deux ignorent la question du pouvoir. Quels types de forces sociales seront aptes à diriger le développement de ces systèmes, à façonner l'usage des informations personnalisées.

Un essayiste (Daniel Bell) qui a commencé à se poser ce type de questions, insiste sur le rôle de l'information dans la formation de la société future. Ceci posé on serait en mesure d'attendre de D. Bell des éclaircissements sur les forces sociales les plus en mesure de bénéficier du développement de ces technologies. Mais assez étrangement il ne le fait pas. Il reconnaît les potentialités totalitaires de ces technologies « la nouvelle révolution dans la communication rend possible tout à la fois un degré élevé de centralisation du pouvoir, si la société décide de l'utiliser dans ce sens, et une décentralisation étendue en raison de la multiplicité de la diversité et du coût peu élevé de ces modes de communication ». Mais il refuse de faire le pas logique suivant et de regarder



celle de ces deux possibilités à le plus de chance d'être satisfaite. « Aussi importantes que soient ces questions pour la liberté... elles ne constituent pas le noyau du problème. Le problème ne réside pas dans la technologie en elle-même, mais dans le système social et politique dans lequel cette technologie est insérée ».

Assez vrai. Mais c'est irresponsable de laisser les choses aller avec un haussement d'épaule d'intellectuel... Les forces politiques capables de façonner le développement futur de ces systèmes n'ont rien de mystérieux ni d'impossible à étudier, ce sont ces mêmes forces qui ont façonné des systèmes similaires dans le passé. Et l'histoire nous apprend qu'il n'y a aucune raison d'être complaisant. Aux USA, les climats politiques répressifs reviennent avec une triste régularité, et surtout pendant les guerres ou les périodes de peur des conflits, lorsque les gens sont obsédés par la subversion interne. Pendant ces périodes, la pression pour obtenir des informations sur les individus pour des motifs politiques devient très forte. Les précédents vont de l'ouverture du courrier personnel pendant la période coloniale, à la tentative de Lincoln d'avoir accès aux communications télégraphiques pendant la guerre de Secession, à l'utilisation par Nixon des informations de l'IRS pour s'attaquer aux opposants politiques, pendant les années 70.

La sécurité sociale a été instaurée avec des garanties précises que les informations nominatives qu'elle détient ne soient utilisées que pour ses besoins propres. Aujourd'hui ces informations sont disponibles pour un ensemble d'activités externes dont certaines n'ont rien d'amicales. Cela va de la vérification des conditions pour avoir droit à l'aide sociale, à la recherche des parents qui se soustraient à la prise en charge de leurs enfants. Une telle dégradation dans l'intégrité du système a été dictée par des forces extérieures à la sécurité sociale en particulier le Congrès.

Dans le traitement de l'information on peut déceler des formes comparables à celles du phénomène de « communication de masse ». J'appellerai ces nouveaux dispositifs d'information « surveillance de masse » : à savoir le contrôle par des grandes organisations d'un



grand nombre de personnes. Les communications de masse et surveillance de masse ont beaucoup de points communs, toutes deux impliquent une relation directe entre des pouvoirs centraux et un grand nombre d'individus. Mais par certains côtés elles sont diamétralement opposées. Car la surveillance permet aux organisations de répondre avec force détails à chaque situation individuelle. Alors que les communications de masse bombardent les individus avec des stimuli identiques et indifférenciés. La surveillance de masse implique de tenir compte des particularités de chacun en mettant en œuvre une action taillée sur mesure.

Communications de masse et surveillance de masse peuvent être comprises comme un élément d'un phénomène beaucoup plus large : la *mobilisation* des populations à l'intérieur de l'Etat moderne. Comme l'ont noté de nombreux essayistes, l'Etat moderne a intensifié les liens qui rattachent les institutions centrales et les simples individus, de là, la participation de plus en plus étendue des populations modernes à l'Etat de guerre, à l'Etat providence, aux processus électoraux et ainsi de suite. Ces nouveaux liens impliquent à la fois des revendications de l'Etat vis-à-vis des individus pour le service militaire, les impôts, etc. et des revendications des individus pour des prestations étatiques, comme la sécurité sociale, les soins médicaux, etc.

Avec difficulté, ce processus social a tourné à l'avantage des citoyens ordinaires. Mais en conduisant simultanément à une énorme concentration de pouvoir au bénéfice des administrations capables de se « dilater » pour mobiliser actions, ressources et un grand nombre de personnes.

Parmi certains théoriciens conservateurs, il y a une tradition d'opposition au « progrès » fondée sur le scepticisme, sur les effets à long terme de telles « mobilisations ». Pour eux l'Etat moderne détruit les séparations traditionnelles entre le comportement politique des individus et le pouvoir politique. A la place des nombreux centres de pouvoir, l'Etat moderne se concentre en un seul centre de pouvoir, sans contrôle exercé par les autres centres.

Ceux qui comme nous appartiennent à la gauche démocratique ne formulent pas habituellement ce type de critique vis-à-vis de la modernisation. Car nous avons tendance à voir l'origine des abus du pouvoir central beaucoup plus dans la domination de cet appareil par des intérêts particuliers que dans la structure de cet appareil. La gauche a le plus souvent cherché une solution politique en donnant aux institutions étatiques un aspect plus humain et plus égalitaire, qu'en s'attaquant à la bureaucratie. Augmenter l'efficacité de ces institutions est apparu comme une contribution au progrès. Mais je crois que nous devons nous sentir mal à l'aise devant la croissance continue des pouvoirs technologique et bureaucratique qui peuvent si facilement être asservis aux exigences du totalitarisme, même si l'intention première n'était pas celle-là.

Dans les démocraties, on a cherché à répondre à ce problème par un contrôle juridictionnel. Les USA et les autres pays ont élaboré des législations permettant aux individus d'accéder à leurs propres données, de corriger des informations erronées contenues dans les fichiers, etc. Ces mesures sont sans doute utiles mais elles ne répondent pas aux questions posées. Les humains ne connaîtront jamais au préalable le régime politique qui conditionnera l'application de ce contrôle juridictionnel. Des changements politiques relativement minimes

peuvent conduire à une utilisation abusive des fichiers gouvernementaux par un Nixon. Un changement politique plus radical peut amener des situations comme celle de la Hollande sous la période nazie où ils s'étaient procuré les registres de recensement pour localiser la population juive. La seule garantie absolue est de ne pas développer des systèmes qui concentrent une information potentiellement explosive.

Dès aujourd'hui il est possible d'aller dans ce sens en développant des pratiques sociales à information moins intensive. Cela signifie chercher à fournir des services faisant appel à l'utilisation et à la mémorisation de moins de données personnelles. Le résultat sera un contrôle bureaucratique réduit. Moins de précision dans la distinction entre ceux qui sont dignes de confiance et ceux qui vraisemblablement ne paieront pas leur dû, moins de discernement entre ceux qui ont droit et ceux qui n'ont pas droit à l'aide sociale, moins de réussite dans le contrôle des déplacements des criminels ou des suspects.

Souvent des solutions alternatives moins riches en information n'existent pas. Dans le courrier électronique les dangers pour les libertés sont inhérents à la logique même du système.

Aussi longtemps que les lettres et autres communications personnelles seront transportées sur des réseaux électroniques, ce type de communication sera plus facilement contrôlable que la vieille communication écrite (papier/crayon). Un régime désireux de passer outre aux limitations légales pourrait passer au crible les communications où des noms particuliers apparaissent ou tout ce qui est destiné à une adresse particulière, ou tout ce qui concerne un thème déterminé. On peut bien sur réduire la durée de stockage des données personnelles mais leur existence même présente des risques.

Orwell a entrevu et a gravé dans nos mémoires un monde dans lequel une force politique impitoyable mobilise les technologies les plus indisciplinées pour une fin totalitaire. Mais ce qu'il n'a pas vu c'est que le développement de ces technologies indisciplinées pourrait avoir lieu par elles-mêmes sans la trace d'un projet totalitaire. C'est ce qui est en train de nous arriver.

Je crois qu'il faut absolument s'inquiéter de la transgression de ces nouveaux systèmes à base d'informations nominatives. Le récepteur d'information mass-médiatisées peut ignorer la propagande des médias ou se voiler la face pendant le discours télévisé du président. Mais dans un système d'information informatisé le récepteur laissera toujours une trace électronique sur la nature de ses relations avec le système. Trace qui permettra au pouvoir central de pénétrer un peu plus et avec discernement la vie privée de chacun. L'accumulation de ce type d'enregistrements est un chèque en blanc donné à ceux qui contrôlent le système.

Nous voudrions bien sûr qu'Orwell l'inventeur du télécran, soit encore parmi nous pour écrire sur ces nouveaux dispositifs. Imaginons « une semaine de la haine » avec gadgets électroniques, un trou de mémoire avec la technologie du dernier cri.

Que dirait Orwell s'il pouvait voir qu'une partie de ces choses terrifiantes qu'il imaginait comme des conséquences du totalitarisme, naissent dans le cours normal de démocraties bienveillantes. Ou comme résultat « neutre » du développement technique.

J.B. Rule 1983 (1984 revisited)

Traduit de l'anglais par Alan Brows et Eric Braine

QUELQUES ANTICIPATIONS SCIENTIFIQUES DE « 1984 »

Applications militaires :

- 1— Scientifiques utilisés comme experts dans les laboratoires de recherche et de planification militaire.
- 2— Amélioration des armements, miniaturisation des missiles et des bombes, développement d'armes chimiques et d'armes anti-armes.
- 3— Avions ravitaillés en vol, à long rayon d'action.
- 4— Lentilles lancées dans l'espace (concentrateurs solaires).
- 5— Fortereses maritimes (îles flottantes) pour surveiller les voies maritimes stratégiques.
- 6— Germes immunisés utilisés contre les anticorps.
- 7— Bombes autopropulsées remplaçant les bombes lancées des avions.
- 8— Contrôle des tremblements de terre et des raz de marée.
- 9— Défoliants lancés sur de larges espaces.
- 10— Engins sous-marins capables de percer le sol.

Applications policières :

- 1— Banques de données stockant des informations nominatives.
- 2— Réseaux d'accès et d'extraction rapides des données.
- 3— Télévisions bidirectionnelles à détection de chaleur.
- 4— Télétensionmètres pour surveiller le rythme cardiaque des individus.
- 5— Analyseur vocal.
- 6— Microphones de précision omnidirectionnels.
- 7— Patrouilles de police hélicoptères.
- 8— Implantation d'un réseau très serré de postes de télévision déversant informations et propagande politique.
- 9— Trous de mémoire et destruction rapide de l'information.
- 10— Scanner pour détecter et analyser les influx nerveux des individus.

Applications en psychobiologie :

- 1— Améliorations de l'électrothérapie (électrochocs).
- 2— Meilleures techniques d'hypnotisme à base de radiations électroniques.
- 3— Amélioration des sérums de vérité (LSD, penthotal, amygdal de sodium).
- 4— Contrôle de l'instinct sexuel en particulier par suppression de l'orgasme.
- 5— Développement de l'insémination artificielle.
- 6— Conditionnement des individus par des thérapies visant à la déconstruction ou à l'essorage des personnalités.
- 7— Formes nouvelles de la torture physique et psychologique.
- 8— Elaboration d'une science visant à déterminer les pensées à partir des expressions faciales et des gestes d'un individu.
- 9— Thérapie de groupe télévisée (psyshow).
- 10— Psychochirurgie sub-corticale (lobotomie).

D'après David Goldman, (PO Box 55, university, California 90230), « The Futurist » décembre 1978.